Section 4

Réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche

Introduction.....	3
Constitution d'une réserve comportant quatre volets	3
Maintien du contrôle gouvernemental et pleine transparence quant à l'utilisation des sommes mises en réserve	4

Introduction

Au cours des dernières années, le Québec a déployé des efforts considérables pour éliminer le déficit. Cet objectif a d'ailleurs été inscrit dans la « Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire » adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en décembre 1996.

Depuis trois ans, l'équilibre budgétaire est non seulement un fait accompli, des excédents très importants ont même été dégagés à la fin de chaque exercice financier.

Or, lorsqu'un excédent se dégage à la fin d'une année financière, il est souvent trop tard pour que le gouvernement puisse affecter, selon ses priorités, une partie ou la totalité de cet excédent au financement de diverses initiatives en vue de mieux répondre aux besoins de la population. Dans le contexte actuel, tout surplus réalisé en fin d'année doit servir à réduire la dette, à moins d'en confier la gestion à des tiers et d'inscrire une dépense à cet égard.

Gestion rigoureuse et plus efficace des surplus

C'est pourquoi le gouvernement annonce aujourd'hui la constitution d'une réserve qui lui permettra de pourvoir au cours des prochaines années au financement de nouvelles initiatives à même les excédents qui se dégagent en fin d'année financière. Un projet de loi sera déposé prochainement à cet égard.

Constitution d'une réserve comportant quatre volets

La réserve sera utilisée notamment pour la modernisation des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que pour la mise en œuvre de nouvelles initiatives dans les domaines de la solidarité sociale et de la recherche.

Ainsi, cette année, un montant de 950 millions de dollars sera mis en réserve à même les excédents dégagés : 600 millions de dollars pour le secteur de la santé et des services sociaux, 200 millions de dollars pour le secteur de l'éducation, 100 millions de dollars pour la solidarité sociale et 50 millions de dollars pour la recherche.

TABLEAU 4.1

AFFECTATION DES EXCÉDENTS DE 2000-2001 À LA RÉSERVE POUR LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX, L'ÉDUCATION, LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET LA RECHERCHE (en millions de dollars)

Volets	
Santé et services sociaux	600
Éducation	200
Solidarité sociale	100
Recherche	50
Total	950

En raison du caractère permanent de la réserve, le gouvernement pourra décider à l'avenir, dans le cadre du Discours sur le budget, d'y affecter d'autres sommes. Il précisera alors à quelles fins ces sommes seront affectées.

Maintien du contrôle gouvernemental et pleine transparence quant à l'utilisation des sommes mises en réserve

Les sommes versées à la réserve demeureront sous le plein contrôle du gouvernement.

Transparence quant à l'affectation et à l'utilisation des surplus mis en réserve

La sélection des projets financés à même la réserve sera effectuée conjointement par la ministre des Finances, le président du Conseil du trésor et les ministres sectoriels concernés par chacun des quatre volets. Les projets retenus par les comités de sélection devront faire l'objet des autorisations habituellement requises auprès du Conseil du trésor et, le cas échéant, du Conseil des ministres.

Les projets admissibles seront non récurrents et complémentaires aux programmes gouvernementaux existants.

Par ailleurs, le gouvernement fera une reddition de compte à chaque année quant à l'utilisation des sommes puisées dans la réserve.

Les sommes affectées à la réserve seront déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec. À cet égard, le projet de loi contiendra une disposition qui habilitera la Caisse de dépôt et placement du Québec à recevoir du gouvernement les montants mis en réserve. Les sommes ainsi déposées seront gérées selon les politiques de placement déterminées par la ministre des Finances. Les revenus générés par les placements seront affectés à la réserve, et permettront ainsi d'augmenter les ressources pouvant être allouées au financement des projets retenus.

Enfin, des ajustements de concordance à la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire seront introduits afin que le concept d'équilibre budgétaire utilisé aux fins de la loi tienne compte des sommes affectées à la réserve et des montants qui y seront puisés éventuellement.